

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 21 juin 2017

Objet n° 10 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Bernard Clerfayt, Bourgmestre-Président; MM. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Échevins; M. Frederic Nimal, Echevin f.f.; MM. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mme Adelheid Byttebier, Échevins; MM. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mme Cécile Jodogne, M. Emin Ozkara, Mmes Laurette Onkelinx, Isabelle Durant, Mahinur Ozdemir, Filiz Güles, MM. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mme Angelina Chan, MM. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Hasan Koyuncu, Mmes Döne Sönmez, Sophie Querton, Debora Lorenzino, MM. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mme Lorraine de Fierlant, M. Abdallah Kanfaoui, Mme Joëlle van Zuylen, MM. Quentin van den Hove, ABSLIMOU OUADRASSI Youssef, Mme Asma Mettioui, M. Thomas Eraly, Mme Bernadette Vriamont, MM. Eric Platteau, EL MASLOUHI Ahmed, Luc Denys, Mme EL KHATTABI Fatiha, Conseillers communaux; M. Philippe Den Haene, Secrétaire Communal Adjoint.

ABSENTS: MM. Halis Kökten, Ibrahim Dönmez, Mmes Derya Alic, Jamila Sanhayi, Conseillers communaux.

ABSENTS AU MOMENT DU VOTE: MM. Seydi Sag, EL MASLOUHI Ahmed, Conseillers communaux.

**#Objet : Taxe sur l'occupation temporaire du domaine public - Exercices 2017 à 2021 -
Nouveau règlement - Approbation #**

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1 et l'article 118, alinéa 1 ;

Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière des taxes communales telle que modifiée à ce jour ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;

Revu sa délibération du 25 septembre 2013 votant le règlement taxe sur l'occupation temporaire de la voie publique pour les exercices 2014 à 2018 ;

Revu sa délibération du 16 décembre 2009, approuvant le règlement-redevance pour le placement et la mise à disposition de signalisation routière en voirie et sur l'occupation temporaire de la voie publique par des conteneurs ou lifts, et notamment son point B concernant le placement de conteneur et lift pour travaux ;

Vu sa délibération du 31 mai 2017, votant le règlement-redevance pour le placement et la mise à disposition de signalisation routière sur la voirie ;

Considérant qu'une procédure unique et simplifiée assurera une prévisibilité et une sécurité optimale pour les riverains d'une part et facilitera les activités entrepreneuriales sur le territoire communal d'autre part ;

Considérant que l'utilisation privative du domaine public représente un avantage pour ceux qui en font usage et qu'il convient que les bénéficiaires soient soumis à une taxe ;

Considérant que la perception de la taxe visée au présent règlement assure une répartition équitable de la charge fiscale entre les différents contribuables en fonction de la durée de l'occupation du domaine public sollicitée par le redevable ;

Considérant que l'activité visée par le règlement-taxe engendre une surveillance particulière des services de police et davantage d'interventions en matière de propreté et de sécurité publique de la part des services communaux et qu'il est équitable d'en faire supporter les charges aux bénéficiaires ;

Considérant que l'occupation temporaire du domaine public a des incidences notamment sur la tranquillité publique et la mobilité ; qu'un règlement taxe peut avoir pour objectif accessoire d'encourager à limiter ces incidences sur la tranquillité publique et la mobilité ;

Considérant que l'exonération consentie sous l'article 6 §1 ne peut être qualifiée de discriminatoire car elle ne traite pas de manière différente des catégories de contribuables qui se trouvent dans des situations comparables. En effet, il est raisonnable et objectif au regard du but poursuivi par le règlement, de ne pas taxer ces occupations car elles n'entraînent pas (ou très peu) de coût au niveau des services assurant le maintien de la sécurité et de la propreté publique financés par la commune ;

Considérant que l'exonération prévue à l'article 6 §2 est justifiée par la volonté d'encourager les initiatives visant à la rénovation des façades et des toits, en ce qu'elles participent à l'amélioration du paysage urbain ;

Considérant que l'exonération consentie à l'occasion de la découverte de vestiges historiques renfermés

dans le sous-sol, pour toutes les journées durant lesquelles les propriétaires auront permis d'effectuer au service National des fouilles, dans l'enceinte du chantier, des recherches entraînant un arrêt dans le déroulement normal des travaux autorisés, ne manque pas de pertinence puisqu'il s'agit dans la plupart des cas d'une circonstance imprévisible qui donne lieu à l'arrêt du chantier pour un délai indéterminé préjudiciable au bon déroulement des opérations et aux intérêts du redevable ;

Considérant que l'exonération consentie à l'occasion des recherches scientifiques ne manque pas de pertinence puisque d'une part, celles-ci sont essentielles à la production de connaissances nouvelles et sont également un maillon primaire du processus d'innovation, et d'autre part, ces recherches sont subventionnées par des institutions publiques ;

Considérant la nécessité pour la commune de remplir ses obligations dans le respect des exigences du plan de gestion et du prescrit de l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale lequel énonce : qu'en aucun cas, le budget des dépenses et des recettes des communes ne peut présenter, au plus tard à compter de l'exercice budgétaire 1988, un solde à l'ordinaire ou à l'extraordinaire en déficit ni faire apparaître un équilibre ou un boni fictifs » ;

Considérant la nécessité pour la commune de prélever des recettes pour couvrir les dépenses qu'exige l'ensemble de ses activités ;

Considérant que le maintien de cette source de revenus se justifie.

Vus les rapports du Collège des Bourgmestre et Echevins des 14 juin et 13 décembre 2016, et de celui des 18 avril et 13 juin 2017;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE :

Article 1

Il est établi, pour les exercices 2017 à 2021, une taxe communale sur toute occupation privative du domaine public à titre temporaire.

Article 2

Au sens du présent règlement, il faut entendre par :

- Domaine public : les biens qui appartiennent à une personne de droit public (autorité communale ou régionale) et qui servent indistinctement à l'usage de tous, tels que notamment les voies et leurs trottoirs ou accotements immédiats, les emplacements publics établis en tant que dépendances des voies de circulation et affectés notamment au stationnement de véhicules, les parcs, les jardins, les plaines et les aires de jeux publics.
- Occupation privative : toute occupation à l'occasion de travaux de construction, de démolition, de reconstruction, de transformation, de réparation ou d'entretien d'immeubles, d'un dépôt de matériaux, de matériels ou toute cause gênant la circulation des piétons ou véhicules sur le domaine public, même partiellement ou temporairement.

Article 3

§1. La taxe est due par la personne physique ou morale, titulaire de l'autorisation d'occupation dûment délivrée par l'autorité compétente.

En cas d'occupation du domaine public sans obtention préalable de l'autorisation d'occupation par l'autorité compétente, la taxe est due par la personne, physique ou morale, qui occupe effectivement le domaine public. Lorsque cette occupation est liée à la réalisation de travaux de construction, de démolition, de reconstruction, ou de transformation d'immeubles, l'entrepreneur est solidairement et indivisiblement tenu au paiement de la taxe avec le maître d'ouvrage.

§2. La taxe est établie proportionnellement à la superficie occupée du domaine public et à la durée de cette occupation, tels que décrit dans l'autorisation délivrée par l'autorité compétente.

En cas d'occupation du domaine public sans obtention préalable ou de non respect de l'autorisation requise en exécution du présent règlement, il est présumé que l'occupation constatée a débuté 7 jours calendrier avant la date à laquelle l'occupation est constatée par un agent communal habilité à cette fin.

Article 4

Le taux de la taxe fixé pour 2017, par mètre carré de surface occupée et par jour calendrier, sera majoré au 1er janvier de l'année suivante au taux de 2,5%, conformément au tableau ci-dessous :

Exercice 2017	Exercice 2018	Exercice 2019	Exercice 2020	Exercice 2021
1,15 €	1,18 €	1,21 €	1,24 €	1,27 €

En cas d'absence d'autorisation préalable ou de non respect, les taux repris ci-dessus seront doublés.

La taxe est exigible pour toute la durée de l'occupation du domaine public. Toute journée commencée est comptée pour une journée entière.

Toute fraction de mètre carré entamée est comptée pour un mètre carré.

Article 5

§1. La taxe est due sans que l'intéressé puisse en induire aucun droit de concession irrévocable, ni de servitude sur le domaine public. En outre, l'intéressé a l'obligation de supprimer ou de réduire l'usage accordé, à la première injonction de l'autorité et sans pouvoir de ce chef prétendre à aucune indemnité

§2. Le retrait de l'autorisation délivrée ou la renonciation au bénéfice de celle-ci par le redevable n'entraîne pour ce dernier aucun droit à l'obtention d'une indemnité quelconque ou à la restitution du montant des taxes qu'il aurait déjà payé.

§3. Le paiement de la taxe n'entraîne, pour la commune, aucune obligation spéciale de surveillance du

domaine public occupé. Cette occupation se fait aux risques et périls et sous la responsabilité du redevable de la taxe.

§4. La taxe ainsi fixée est indépendante de l'indemnité qui pourrait être réclamée pour la réparation éventuelle des dégradations occasionnées au domaine public.

Article 6

Sont exonérés de la taxe :

§1. Le premier jour d'occupation : les occupations relatives à une livraison, à un déménagement ou à des travaux ;

§2. Les vingt premiers jours d'occupation : les occupations par un échafaudage en vue d'une rénovation de l'enveloppe extérieure de l'immeuble ;

§3. En cas d'occupations successives du domaine public pour des motifs énumérés aux §1 et 2, les exonérations prévues dans ces articles ne s'appliqueront que pour autant que 7 jours de calendrier séparent les demandes d'autorisation, et ce dans le but de limiter l'emprise sur le domaine public ;

§4. Les occupations du domaine public à l'occasion de la découverte de vestiges historiques renfermés dans le sous-sol, pour toutes les journées durant lesquelles les propriétaires auront permis au Service National des Fouilles, d'effectuer dans l'enceinte du chantier, des recherches entraînant un arrêt dans le déroulement normal des travaux autorisés ;

§5. Les occupations du domaine public liées à des recherches scientifiques ;

§6. Les occupations du domaine public par les impétrants institutionnels inscrits sur la liste dans le cadre de l'ordonnance du 3 juillet 2008, relative aux chantiers en voirie ;

§7. Les occupations tombant sous l'application du règlement-taxe sur les occupations de la voie publique à des fins commerciales ou du règlement-taxe sur les salissures sur les voies et lieux publics ou visibles de ceux-ci.

Article 7

Le contribuable est tenu de faciliter le contrôle ou l'examen de l'application du présent règlement-taxe notamment en fournissant tous les documents et les renseignements qui lui seront réclamés à cet effet. En cas de non remise de document, d'absence de coopération ou d'empêchement du contrôle fiscal par le contribuable ou par un tiers, une amende administrative de 50€ sera imposée. Cette amende sera établie et recouvrée selon les mêmes règles que celles prévues aux articles 8 à 10 du présent règlement.

Article 8

La taxe est recouvrée au comptant, par paiement électronique au compte de la commune, à l'attribution de l'autorisation.

Lorsque la perception ne peut être effectuée au comptant, la taxe est enrôlée et est immédiatement exigible.

A défaut de paiement dans ce délai, les sommes dues sont productives au profit de l'administration, de l'intérêt de retard calculé d'après les règles fixées par l'article 414 du Code des impôts sur les revenus de 1992.

Article 9

Les rôles de la taxe sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition.

Article 10

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux règles établies pour la perception des impôts au profit de l'Etat.

Article 11

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation contre la taxe, la majoration éventuelle de la taxe et/ou l'amende administrative, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être introduite par écrit, signée et motivée. Elle doit mentionner : nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie et l'objet de la réclamation. Si le contribuable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de l'examen de sa réclamation, il doit en faire la demande explicite dans sa réclamation.

Les réclamations doivent être introduites sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de la perception au comptant de la taxe.

Un accusé de réception sera notifié dans les 15 jours après l'envoi ou du dépôt de la réclamation.

Article 12

La présente délibération entre en vigueur le 1^{er} septembre 2017 et remplace à cette même date la délibération du 25 septembre 2013 visée en préambule.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 21 juin 2017.

Par le Conseil:

Philippe Den Haene
Secrétaire Communal Adjoint

Bernard Clerfayt
Bourgmestre-Président

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 21 juni 2017

Voorwerp nr 10 van de agenda

AANWEZIG: H. Bernard Clerfayt, Burgemeester-Voorzitter; HH. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Schepenen; H. Frederic Nimal, Schepen wnd.; HH. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mevr. Adelheid Byttebier, Schepenen; HH. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mevr. Cécile Jodogne, H. Emin Ozkara, Mevr. Laurette Onkelinx, Isabelle Durant, Mahinur Ozdemir, Filiz Güles, HH. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mevr. Angelina Chan, HH. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Hasan Koyuncu, Mevr. Döne Sönmez, Sophie Querton, Debora Lorenzino, HH. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mevr. Lorraine de Fierlant, H. Abdallah Kanfaoui, Mevr. Joëlle van Zuylen, HH. Quentin van den Hove, ABSLIMOU OUADRASSI Youssef, Mevr. Asma Mettioui, H. Thomas Eraly, Mevr. Bernadette Vriamont, HH. Eric Platteau, EL MASLOUHI Ahmed, Luc Denys, Mevr. EL KHATTABI Fatiha, Gemeenteraadsleden; H. Philippe Den Haene, Adjunct gemeentesecretaris.

AFWEZIG: HH. Halis Kökten, Ibrahim Dönmez, Mevr. Derya Alic, Jamila Sanhayi, Gemeenteraadsleden.

AFWEZIG TIJDENS DE STEMMING: HH. Seydi Sag, EL MASLOUHI Ahmed, Gemeenteraadsleden.

#Objet : Belasting op de tijdelijke bezetting van het openbaar domein - Dienstjaren 2017 tot 2021 - Nieuw reglement - Goedkeuring #

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;

Gelet op de ordonnantie van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de gerechtelijke regeling op gebied van fiscaliteit;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende de regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd tot op heden;

Herziende haar raadsbesluit van 25 september 2013 stemmend het belastingreglement op de tijdelijke bezetting van de openbare weg voor de dienstjaren 2014 tot 2018;

Herziende het raadsbesluit van 16 december 2009 stemmend het retributiereglement voor de plaatsing en terbeschikkingstelling van verkeerssignalisatie op de weg en voor de tijdelijke bezetting van de openbare weg door containers en liften;

Gelet op het raadsbesluit van 31 mei 2017 stemmend het retributiereglement voor de plaatsing en terbeschikkingstelling van verkeerssignalisatie op de weg;

Overwegende dat een vereenvoudigde procedure een optimale zekerheid en voorspelbaarheid waarborgt voor de omwonenden enerzijds en de ondernemersactiviteiten op het gemeentelijk grondgebied vergemakkelijkt anderzijds;

Overwegende het feit dat de privatieve bezetting van het openbaar domein een voordeel is voor degenen die er gebruik van maken en het aangewezen is dat de begunstigden onderworpen zijn aan een belasting;

Overwegende dat de invordering van de in dit reglement bedoelde belasting, een billijke verdeling van de fiscale lasten waarborgt onder de verschillende belastingplichtigen, in functie van de duur, van de door de belastingplichtige gevraagde bezetting van het openbaar domein;

Overwegende het feit dat de activiteit beoogt in dit belastingreglement, een bijzonder toezicht van de politie en meer interventies op gebied van de netheid en de openbare veiligheid vraagt van de gemeentelijke diensten en het billijk is de lasten te laten dragen door de begunstigden;

Overwegende dat de tijdelijke bezetting van het openbaar domein gevolgen heeft vooral voor de openbare rust en mobiliteit; dat een belastingreglement als bijkomend doel kan hebben het aanmoedigen om deze effecten op de openbare rust en de mobiliteit te beperken;

Overwegende het feit dat de op grond van artikel 6, § 1 verleende vrijstelling niet discriminerend kan zijn omdat de behandeling niet verschillend is van de categorieën belastingplichtigen die zich in een vergelijkbare situatie bevinden. Eigenlijk is het redelijk en objectief, met betrekking tot het nagestreefde doel van het reglement, om deze bezettingen die geen (of weinig) kosten opleggen aan de diensten die zorgen voor de handhaving van de openbare veiligheid en netheid van de gemeente, niet te belasten;

Overwegende het feit dat de vrijstelling, op grond van artikel 6, § 2, wordt gerechtvaardigd door de wens om renovatie-initiatieven van gevels en daken aan te moedigen, omdat ze bijdragen het stedelijke landschap te verbeteren;

Overwegende dat de vrijstelling verleend bij de ontdekking van ondergrondse historische overblijfselen, voor al de dagen die de eigenaren aan het Nationaal Instituut voor Opgravingen zullen toelaten om in de

omheining van de werf opzoekingen te verrichten welke een stopzetting in het normale verloop der werken met zich meebrengt, relevant is, aangezien het in de meeste gevallen een onvoorziene omstandigheid is die de stopzetting van de werf voor onbepaalde tijd tot gevolg heeft en dus schadelijk is voor de belangen van de belastingschuldige;

Overwegende dat de vrijstelling verleend voor wetenschappelijk onderzoek relevant is omdat enerzijds, dit essentieel is voor de ontwikkeling van nieuwe kennis en tevens de eerste schakel in het innovatieproces, en anderzijds, deze onderzoeken betoelaagd zijn door openbare instellingen.

Overwegende de noodzaak voor de gemeente om aan haar verplichtingen te voldoen in overeenstemming met de eisen van het beheersplan en de vereisten van artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet, waarin staat dat: "De begroting van de uitgaven en de ontvangsten van de gemeenten mag, ten laatste te rekenen vanaf het begrotingsjaar 1988, in geen enkel geval, een deficitair saldo op de gewone- of de buitengewone dienst, noch een fictief evenwicht of een fictief batig saldo, vertonen"; Overwegende de noodzaak voor de gemeente om ontvangsten te heffen ter dekking van de kosten die door al haar activiteiten worden gemaakt;

Overwegende dat het behoud van deze bron van inkomsten gerechtvaardigd is;

Gelet op de verslagen van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 juni en 13 december 2016, en deze van 18 april en 13 juni 2017;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1

Er wordt voor de dienstjaren 2017 tot 2021 een belasting gevestigd op alle te gebeuren tijdelijke privatieve bezettingen van het openbaar domein.

Artikel 2

In de zin van dit reglement, dient te worden verstaan onder:

- Openbaar domein: de onroerende goederen die eigendom zijn van een publieke rechtspersoon (gemeentelijke of gewestelijke overheden) en die zonder meer bestemd zijn voor het gebruik door iedereen, voornamelijk de wegen en hun trottoirs of nabijgelegen bermen, de openbare ruimten aangelegd als aanhorigheden van de verkeerswegen en voornamelijk bestemd voor het parkeren van voertuigen, openbare parken, tuinen, speelplaatsen en pleinen.
- Privatieve bezetting: iedere bezetting naar aanleiding van bouw-, afbraak-, wederopbouw-, verbouwing-, herstelling- of onderhoudswerken aan gebouwen, door het plaatsen van materialen, van materieel of van wat dan ook dat het verkeer van voetgangers of rijtuigen op het openbaar domein belemmert, zelfs gedeeltelijk of tijdelijk.

Artikel 3

§1. De belasting is jaarlijks verschuldigd door de natuurlijke- of rechtspersoon aan wie de vereiste toelating tot bezetting werd verleend door de bevoegde overheid.

Bij bezetting van het openbaar domein, zonder het voorafgaand verkrijgen van de toestemming door de bevoegde autoriteit, is de belasting verschuldigd door degene, natuurlijke of rechtspersoon, die het openbaar domein bezet. Wanneer deze bezetting gerelateerd is aan de uitvoering van de bouw, sloop, heropbouw of verbouwing van gebouwen, is de aannemer hoofdelijk aansprakelijk om de belasting te betalen met de bouwheer.

§2. De belasting wordt proportioneel vastgesteld volgens de bezette oppervlakte van het openbaar domein en van de duurtijd van deze bezetting, zoals beschreven in de door de bevoegde autoriteit verleende vergunning.

Bij bezetting van het openbaar domein zonder het voorafgaand verkrijgen of bij niet respecteren van de vereiste toelating in uitvoering van onderhavig reglement, zal aangenomen worden dat de vastgestelde bezetting een aanvang heeft genomen 7 kalenderdagen voorafgaand de dag waar de daartoe bevoegde gemeentelijke agenten de bezetting hebben vastgesteld.

Artikel 4

De aanslagvoet vastgesteld voor 2017, per vierkante meter bezette oppervlakte en per kalenderdag, zal op 1 januari van het volgende jaar worden verhoogd met 2,5%, volgens onderstaande tabel:

Dienstjaar 2017	Dienstjaar 2018	Dienstjaar 2019	Dienstjaar 2020	Dienstjaar 2021
1,15 €	1,18 €	1,21 €	1,24 €	1,27 €

Bij gebrek van een voorafgaande toelating of bij het niet respecteren, zullen de hierboven vermelde aanslagvoeten worden verdubbeld.

De belasting is verschuldigd voor de totale gebruiksduur van het openbaar domein. Elke begonnen dag wordt voor een hele dag geteld.

Iedere begonnen fractie van vierkante meter zal als één vierkante meter worden geteld.

Artikel 5

§1. De belasting is verschuldigd zonder dat de belastingplichtige aanspraak kan maken op gelijk welk concessierecht of erfdienstbaarheid op de openbare ruimte. Bovendien heeft hij de plicht om het verleende gebruik stop te zetten of te verminderen op het eerste verzoek van de gemeenteoverheid en zonder, uit dien hoofde, op enigerlei vergoeding aanspraak te kunnen maken.

§2. Het intrekken van de verleende vergunning of het afstand doen ten bate van deze door de belastingplichtige heeft voor laatstgenoemde geen enkel recht tot gevolg op het verkrijgen van om het

even welke vergoeding of op terugbetaling van het bedrag van de belastingen die hij al zou hebben betaald.

§3. De betaling van de belasting houdt voor de Gemeente niet in, de verplichting om in dit opzicht een bijzonder toezicht uit te oefenen. Het gebruik gebeurt op eigen risico en onder de verantwoordelijkheid van de begunstigde van de toelating.

§4. De gevestigde belasting is onafhankelijk van de voorziene vergoeding te betalen voor de eventuele herstelling van de bestrating, veroorzaakt door de bezetting van het openbaar domein.

Artikel 6

Zijn van de belasting vrijgesteld:

§1. De eerste dag van bezetting: bij bezettingen om reden van een levering, een verhuis of van werken;

§2. De eerste twintig dagen van bezetting: bij bezettingen door een stelling tengevolge van een renovatie aan de buitenkant van het gebouw;

§3. In geval van opeenvolgende bezettingen van het openbaar domein om redenen opgesomd in § 1 en 2, zijn de vrijstellingen van deze artikelen van toepassing, in zoverre er 7-kalenderdagen zitten tussen de afzonderlijke aanvragen tot toelating, en dit om de greep op het openbaar domein te beperken;

§4. De bezettingen van het openbaar domein naar aanleiding van het ontdekken van ondergrondse historische overblijfsels, voor alle dagen gedurende dewelke de eigenaars aan het Nationaal Instituut voor Opgravingen de toelating geven om in de omheining van de werf opzoekingen te verrichten welke een stopzetting in het normale verloop der werken met zich meebrengt;

§5. De bezettingen van het openbaar domein naar aanleiding van wetenschappelijk onderzoek;

§6. De bezettingen van het openbaar domein door de institutionele concessiehouders opgenomen in de lijst met betrekking tot de ordonnantie van 3 juli 2008 betreffende de bouwplaatsen op de openbare weg;

§7. De bezettingen die vallen onder de toepassing van het belastingreglement op de bezetting van de openbare weg voor handelsdoeleinden of het belastingreglement op het vervuilen van de openbare wegen en plaatsen of zichtbaar vanaf deze.

Artikel 7

De belastingplichtige wordt ertoe gehouden de controle of het onderzoek van de toepassing van dit belastingreglement te vergemakkelijken voornamelijk door het verstrekken van alle documenten en inlichtingen die hem hierbij zouden worden gevraagd. Bij het niet voorleggen van documenten, gebrek aan medewerking of verhinderen van de fiscale controle door de belastingplichtige of een derden, wordt een administratieve geldboete opgelegd van 50€. Deze boete wordt gevestigd en ingevorderd volgens dezelfde regels als voorzien in de artikels 8 tot 10 van dit reglement.

Artikel 8

De belasting is contant te voldoen, per elektronische betaling op rekening van de gemeente, op het moment van de in ontvangstneming van de toelating.

Als de inning niet contant kan gebeuren, wordt de belasting ten kohiere gebracht en wordt zij onmiddellijk opeisbaar.

Bij gebrek aan betaling binnen de vastgestelde termijn zullen verwijlinteresten worden gevorderd, berekend volgens de bepalingen vastgelegd in artikel 414 van het Wetboek op de inkomstenbelastingen voor 1992

Artikel 9

De kohieren van de belasting worden door het College van Burgemeester en Schepenen opgemaakt en uiterlijk op 30 juni van het jaar volgend op het aanslagjaar afgesloten en uitvoerbaar verklaard.

Artikel 10

De belasting is door de Gemeenteontvanger ingevorderd volgens de regels vastgesteld voor het innen van belastingen ten voordele van de Staat.

Artikel 11

De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan een bezwaar indienen tegen de belasting, de eventuele verhoging van de belasting en/of de administratieve boete, bij het College van Burgemeester en Schepenen, die als bestuursoverheid handelt. Om de ongeldigheid te vermijden, moet het bezwaarschrift schriftelijk gebeuren, ondertekend en met redenen omkleed zijn. Het bezwaar moet vermelden: de naam, hoedanigheid, adres of de zetel van de belastingplichtige waarvoor de belasting is vastgesteld alsook het onderwerp van het bezwaar. Indien de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger wenst gehoord te worden in het kader van het onderzoek van zijn bezwaar, moet hij dit uitdrukkelijk vragen in zijn bezwaarschrift.

De bezwaren moeten ingediend worden, op straffe van nietigheid, binnen de termijn van drie maanden te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet of te rekenen vanaf de dag van de contante inning van de belasting.

Van het bezwaarschrift zal schriftelijk ontvangst bericht worden binnen de 15 dagen na de verzending of de indiening van het bezwaarschrift.

Artikel 12

Dit onderhavige raadsbesluit treedt in voege op 1 september 2017 en vervangt op diezelfde datum het raadsbesluit van 25 september 2013 bedoeld in de inleiding.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 21 juni 2017.

Namens de raad :

Philippe Den Haene
Adjunct gemeentesecretaris

Bernard Clerfayt
Burgemeester-Voorzitter